**Modèle 30\_5 transaction**

**Voir Avertissements sur les Modèles**

**Accord transactionnel**

**(Art. 2044 et suivants du Code civil)**

**[Obs. Identification des parties à l’accord. Cette identification doit être précise afin qu’il n’y ait aucune ambiguïté quant au bénéficiaire de la renonciation du titulaire des droits à agir en justice]**

**Entre :**

*Si le titulaire des droits est une personne physique*

**Madame/Monsieur *[prénom, nom]***, né(e) le *[date de naissance]*, à *[lieu de naissance]*, exerçant la profession de *[profession]*, *[[éventuellement* : « immatriculé(e) au registre *[préciser la nature du registre]* sous le numéro *[numéro d’immatriculation au registre du commerce]*], demeurant *[adresse postale]*,

Ci-après dénommé(e) le « Titulaire » ;

**D'une part,**

*Si le titulaire des droits est une personne morale*

**La société *[dénomination sociale]***, *[forme de la société : SARL, SAS …]*, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de *[ville du RCS]*, sous le numéro *[numéro d’immatriculation]*, dont le siège social est situé *[adresse du siège social]*, représentée par *[prénom et nom du représentant habilité]* dûment habilité à l’effet des présentes ;

**D'une part,**

**Et :**

*Si l’utilisateur est une personne physique*

**Madame/Monsieur *[prénom, nom]***, né(e) le *[date de naissance]*, à *[lieu de naissance]*, exerçant la profession de *[profession]*, *[[éventuellement* : « immatriculé(e) au registre *[préciser la nature du registre]* sous le numéro *[numéro d’immatriculation au registre du commerce]*], demeurant *[adresse postale]*,

Ci-après dénommé(e) « l’Utilisateur » ;

**D'autre part,**

*Si l’utilisateur est une personne morale*

**La société *[dénomination sociale]***, *[forme de la société : SARL, SAS …]*, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de *[ville du RCS]*, sous le numéro *[numéro d’immatriculation]*, dont le siège social est situé *[adresse du siège social]*, représentée par *[prénom et nom du représentant habilité]* dûment habilité à l’effet des présentes ;

Ci-après dénommé(e) « l’Utilisateur » ;

**D'autre part,**

Le Titulaire et l’Utilisateur seront désignés individuellement la « Partie » et ensemble les « Parties ».

**Préambule :**

**[Obs. Le préambule expose les raisons pour lesquelles les Parties transigent : le litige doit être précisément circonscrit]**

Le Titulaire est titulaire des droits d’exploitation attachés *[à la/aux photographies]* suivantes :

* *[Brève description du cliché associée, le cas échéant, au numéro de référence utilisé lors des échanges intervenus entre les Parties]* ;
* *[Brève description du cliché associée, le cas échéant, au numéro de référence utilisé lors des échanges intervenus entre les Parties]* ;

Une reproduction de [cette/ces photographie(s)] figure en annexe au présent accord (Annexe 1). [*Cette/ces photographie(s)]* est/sont ci-après dénommée(s) le « Visuel ».

**[Obs. La ou les photographies concernées doivent être clairement identifiées]**

L’Utilisateur a reproduit et représenté le Visuel sur *[identifier précisément le ou les supports identifiés sur lequel/lesquels le/les photographies ont été reproduites]* sans avoir préalablement sollicité l’autorisation du Titulaire.

Afin de faire cesser cette utilisation et obtenir l’indemnisation de ses préjudices, le Titulaire a adressé à l’Utilisateur une lettre recommandée datée du *[date de la première lettre adressée à l’Utilisateur]*. Il a été répondu à cette lettre, par une lettre de l’Utilisateur datée du [date de la lettre éventuellement adressée par l’utilisateur en réponse à la lettre du Titulaire]. Des échanges sont ensuite intervenus entre les Parties et un différend a pris naissance.

**[Obs. Adapter, si nécessaire, l’historique des échanges au cas concerné]**

Néanmoins, afin d’éviter les longueurs et le coût d’une procédure judiciaire, les Parties ont entamé des pourparlers transactionnels.

Après discussions ayant finalement donné lieu à des concessions réciproques et compte tenu de l’intérêt des deux Parties à transiger leur différend, elles sont convenues d’y mettre un terme définitif selon les dispositions du présent accord transactionnel, dans le cadre des articles 2044 et suivants du Code civil.

**Cela étant rappelé, il a été convenu ce qui suit :**

**1.** Le Titulaire déclare être titulaire des droits patrimoniaux attachés au Visuel et être pleinement habilité à transiger selon les termes du présent accord étant ici rappelé qu’il se prévaut tant d’une atteinte à des droits d’auteur au sens des articles L.111-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle que du droit d’agir en responsabilité civile sur le fondement de l’article 1240 du Code civil.

**3.** L’Utilisateur déclare être habilité à transiger selon les termes du présent accord. Il déclare que le Visuel n’est plus utilisé sur le support identifié en préambule et, plus généralement, sur tout autre support dont il a la maîtrise.

**4.** L’Utilisateur s’engage à régler au Titulaire, à titre d’indemnité transactionnelle, la somme totale, ferme et définitive de *[montant de l’indemnité transactionnelle]* euros, en réparation de l’intégralité des préjudices invoqués par le Titulaire, tant patrimoniaux que moraux, pour l’utilisation visée en préambule. Cette indemnité sera réglée *[indiquer le mode de règlement en précisant, si nécessaire, les coordonnées bancaires du Titulaire]* dans un délai maximum de huit jours à compter de la date du présent accord. S’agissant d’une indemnité transactionnelle destinée à mettre un terme à un litige opposant les Parties, la somme susvisée n’est pas soumise à la TVA.

**5.** Sous réserve du complet règlement de l’indemnité susvisée dans le délai indiqué à l’article 4 ci-dessus, le Titulaire renonce à toute demande et action pour contrefaçon ou sur le fondement de l’article 1240 du Code civil, à l’encontre de l’Utilisateur pour l’utilisation passée du Visuel telle que cette utilisation est précisée en préambule. A défaut de règlement de l’indemnité dans le délai susvisé, le présent accord sera considéré comme nul et non avenu.

**6.** Le présent accord ne constitue en aucun cas un droit d’utilisation et ne saurait être interprété comme autorisant à titre rétroactif l’utilisation passée, l’utilisation présente ou l’utilisation future du Visuel. Pour pouvoir utiliser toute photographie dont les droits d’exploitation sont détenus par le Titulaire, l’Utilisateur pourra se rapprocher du Titulaire afin de souscrire une licence d’utilisation conforme à ses besoins.

**7.** Cet accord est strictement confidentiel, les Parties s’engageant à ne pas le communiquer ou en divulguer les termes, en tout ou partie, à des tiers, sous la seule réserve de sa production en cas de litige portant sur sa validité ou son exécution ou à la demande d’autorités judiciaires, administratives ou fiscales ainsi qu’à la demande de l’expert-comptable et/ou du commissaire aux comptes de l’une des Parties dans la mesure strictement nécessaire à l’exécution de leur mission. Il perdra tout caractère confidentiel en cas de nouvelle atteinte de l’Utilisateur aux droits du Titulaire.

**8.** Chacune des Parties s’engage à exécuter de bonne foi et sans réserve le présent accord conclu après négociations et en toute connaissance de cause. De manière générale, chacune des Parties s’engage à ne tenir ni diffuser aucun propos, sur quelque support que ce soit, susceptible de dénigrer ou de porter atteinte à l’image ou à la réputation de l’autre Partie.

**9.** Le présent accord vaut transaction conformément aux articles 2044 et suivants du Code civil, et en particulier l'article 2052 du même Code aux termes duquel les transactions font obstacle à l’introduction ou à la poursuite entre les parties d’une action en justice ayant le même objet. Sous réserve de l’exécution intégrale des dispositions du présent accord par chacune des Parties, cette transaction met fin irrévocablement au litige identifié en préambule.

**10.** Chaque Partie déclare avoir disposé du temps nécessaire pour procéder à la relecture du présent accord, prendre conseil auprès de personnes avisées et compétentes, et peser sa décision avant sa signature. Elles indiquent en conséquence, chacune pour ce qui la concerne, que leur consentement est libre et traduit leur volonté éclairée.

**11.** Le présent accord transactionnel est soumis au droit français.

Fait le [date de signature]

Le Titulaire L’Utilisateur

Signature Signature

**Annexe 1**

**Reproduction du Visuel**